

CONSULTATION DES ENTREPRISES DE FRANCE

CAP SUR 2027 : LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES



MEDEF COLLECTION
PARTAGER

Mouvement
des **Entreprises**
de **France**





MEDEF COLLECTION

PROPOSER

La collection qui rassemble les prises de position officielles du MEDEF.

PARTAGER

La collection qui met en avant les collaborations du MEDEF.

ACCOMPAGNER

La collection qui réunit les guides et bonnes pratiques du MEDEF.

ÉDITO

La plus grande consultation de chefs d'entreprise jamais réalisée.

C'est ce que le MEDEF a mené avec cette grande enquête, à laquelle 66 000 chefs d'entreprise ont bien voulu répondre, et je tiens à les en remercier.

Leurs réponses traduisent leurs inquiétudes, leurs attentes, mais aussi une ambition, celle de faire de la France, un pays prospère, un pays qui fait de nouveau confiance à celles et ceux qui créent de la richesse et cherchent à lui donner les moyens de répondre aux immenses transitions auxquelles nous allons devoir faire face.

Cette consultation a été réalisée afin que nous puissions nous appuyer sur ses résultats lors du premier débat de l'élection présidentielle que nous avons organisé à la REF et dont nous pouvons être collectivement très fiers. Il a permis de placer l'économie et l'entreprise au cœur de cette campagne.

Et cela est bien normal : la souveraineté et l'indépendance de notre pays, dont le futur président de la République sera le garant, reposent avant toute chose sur la force de son économie.

Les résultats de cette consultation, je souhaite qu'ils soient le plus largement possible partagés, diffusés et commentés ; qu'ils nourrissent les réflexions de nos organisations, des médias et les travaux des responsables politiques.

Les voilà.

Merci à toutes et tous pour votre engagement qui est indispensable. Nous devons faire entendre notre voix.



Patrick Martin,
président du Mouvement des entreprises de France

PRÉAMBULE

À l'approche de l'échéance présidentielle de 2027, cette consultation met en évidence une forte inquiétude parmi les dirigeants interrogés. Au-delà des difficultés conjoncturelles, ils décrivent un environnement durablement pénalisant pour leur activité, marqué par le poids de la fiscalité et des charges, la complexité administrative, l'instabilité des règles et le manque de visibilité économique.

Ces préoccupations se prolongent dans leur perception du prochain quinquennat : 82 % des répondants se disent pessimistes quant aux effets de la politique économique du prochain président de la République sur leur entreprise. À politique économique inchangée, 66 % anticipent une fragilisation de leur activité, de sérieuses difficultés ou une faillite. La perspective d'une hausse des prélèvements et d'un alourdissement des contraintes administratives concentre une grande partie de leurs craintes.

La volonté d'entreprendre demeure néanmoins. Ainsi, 59 % des dirigeants interrogés conseilleraient encore à un jeune de créer une entreprise : 20 % en France et 39 % à l'étranger. Ce contraste témoigne d'un attachement persistant à l'entrepreneuriat, mais aussi d'un doute marqué sur l'attractivité du cadre français et les conditions qu'il offre pour développer une activité.

Les attentes exprimées à l'égard de la future majorité présidentielle sont claires : alléger la fiscalité et les charges, simplifier les démarches administratives et restaurer la stabilité des règles. Elles traduisent une demande de visibilité et de compétitivité, pour permettre aux entreprises de se projeter avec davantage de confiance.

Ce livret présente les principaux enseignements de la consultation. Il met en perspective les difficultés rencontrées, les inquiétudes pour l'avenir et les priorités exprimées par les répondants, afin d'éclairer le débat économique à l'approche de 2027.

SOMMAIRE

1. MÉTHODOLOGIE

LA MÉTHODOLOGIE	9
LE PROFIL DE L'ÉCHANTILLON	9

2. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES AUJOURD'HUI PAR LES ENTREPRISES

LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LE CADRE DE SON ACTIVITÉ	10
---	----

3. L'ÉTAT D'ESPRIT À L'AUBE DE LA PRÉSIDENTIELLE

L'OPTIMISME FACE AUX EFFETS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU PROCHAIN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE	12
L'OPTIMISME FACE AUX EFFETS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE	13
L'ÉVOLUTION ATTENDUE DE SON ENTREPRISE AU COURS DU PROCHAIN QUINQUENNAT SI RIEN NE CHANGE	14
LE CONSEIL PRODIGUÉ À UN JEUNE ENTREPRENEUR DANS LA PERSPECTIVE DE 2027	15

4. LES ATTENTES ET LES CRAINTES VIS À VIS DE LA POLITIQUE MENÉE APRÈS 2027

LES MESURES ÉCONOMIQUES REDOUTÉES LORS DU PROCHAIN MANDAT PRÉSIDENTIEL	16
LES RÉFORMES INDISPENSABLES À L'AMÉLIORATION DURABLE DE LA SITUATION DES ENTREPRISES EN FRANCE	18
QUELQUES VERBATIMS ILLUSTRATIFS	22
LES MESURES PRIORITAIRES ATTENDUES DU PROCHAIN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE	24
LES IMPÔTS À BAISSER EN PRIORITÉ LORS DU PROCHAIN MANDAT PRÉSIDENTIEL	26

1. MÉTHODOLOGIE

LA MÉTHODOLOGIE

Consultation réalisée auprès de **65 872 dirigeants d'entreprises** (président-directeur général, directeur général, gérant, président, etc.).

Mode d'interrogation : les dirigeants d'entreprises ont été interrogés en ligne sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*).

Dates de terrain : la consultation s'est déroulée **du 15 avril au 15 juillet 2026**.

OpinionWay a réalisé cette consultation en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.



65 872
dirigeants
interrogés

LE PROFIL DE L'ÉCHANTILLON



LE SECTEUR D'ACTIVITÉ EN %

Industrie, construction, BTP, agriculture	29 %
Commerce, transports, hébergement et restauration	27 %
Services	30 %
Autre	13 %
NR	1 %



LA TAILLE D'ENTREPRISE EN %

Aucun salarié	42 %
1 à 9 salariés	35 %
10 à 49 salariés	9 %
50 à 249 salariés	5 %
250 salariés et plus	3 %
NR	6 %



LA RÉGION D'IMPLANTATION EN %

Île-de-France	12 %
Nord-Ouest	21 %
Nord-Est	15 %
Sud-Ouest	13 %
Sud-Est	35 %
DROM/COM	1 %
NR	1 %



LA FONCTION EN %

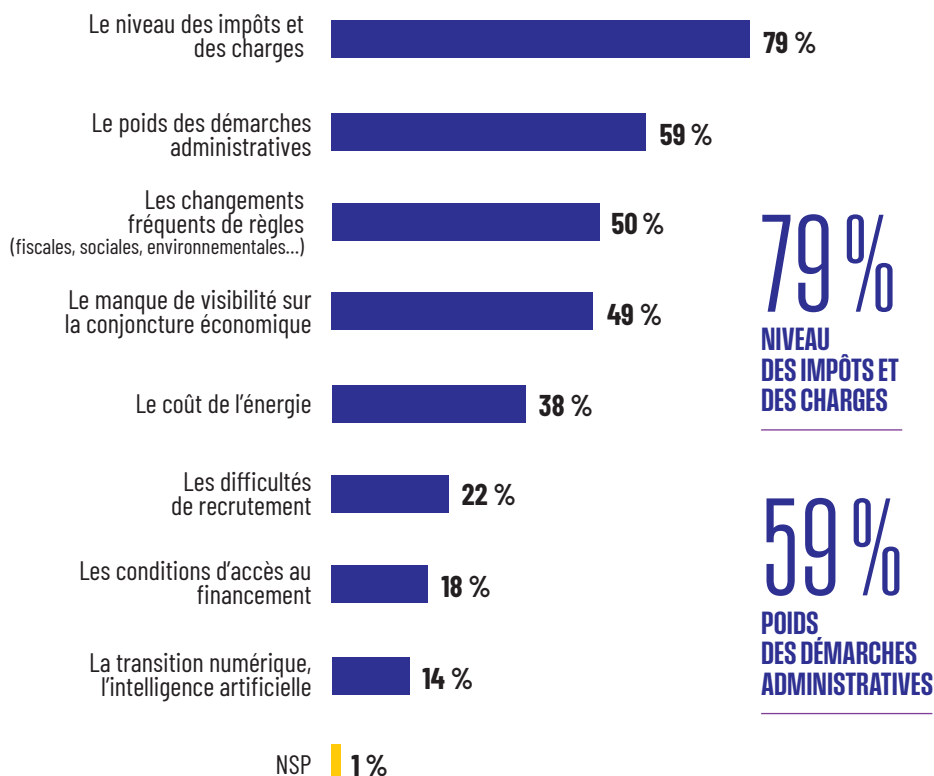
Dirigeant(e) (président-directeur général, directeur général, gérant, président, etc.)	83 %
Autre cadre de direction (DAF, DRH, Dircom, etc.)	4 %
Autre	13 %

2. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES AUJOURD'HUI PAR LES ENTREPRISES

LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LE CADRE DE SON ACTIVITÉ

? Dans le cadre de votre activité, quelles sont aujourd'hui les principales difficultés que vous rencontrez ?

Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100 %



	% Total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico- social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Le niveau des impôts et des charges	79 %	80 %	81 %	73 %	82 %	74 %	82 %	79 %	83 %	78 %	69 %	58 %
Le poids des démarches administratives	59 %	64 %	59 %	57 %	57 %	63 %	55 %	56 %	64 %	61 %	58 %	54 %
Les changements fréquents de règles (fiscales, sociales, environne- mentales...)	50 %	53 %	52 %	49 %	50 %	62 %	40 %	47 %	51 %	55 %	58 %	62 %
Le manque de visibilité sur la conjoncture économique	49 %	55 %	51 %	55 %	41 %	50 %	31 %	43 %	53 %	59 %	54 %	53 %
Le coût de l'énergie	36 %	44 %	42 %	18 %	45 %	13 %	31 %	36 %	37 %	33 %	31 %	26 %
Les difficultés de recrutement	22 %	30 %	25 %	17 %	22 %	23 %	11 %	7 %	31 %	47 %	41 %	35 %
Les conditions d'accès au financement	18 %	19 %	20 %	17 %	17 %	13 %	11 %	16 %	20 %	19 %	14 %	11 %
La transition numérique, l'intelli- gence artificielle	14 %	14 %	13 %	14 %	13 %	13 %	12 %	16 %	13 %	10 %	12 %	17 %



À RETENIR

LES 3 PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES



1 Le niveau
des impôts et
des charges.



2 Le poids
des démarches
administratives.

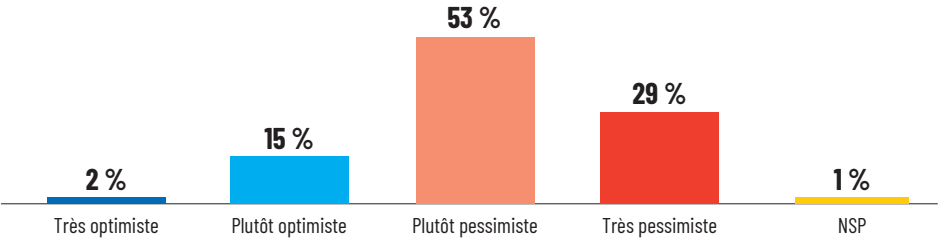


3 Les changements
fréquents de règles
(fiscales, sociales,
environnementales...).

3. L'ÉTAT D'ESPRIT À L'AUBE DE LA PRÉSIDENTIELLE

L'OPTIMISME FACE AUX EFFETS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU PROCHAIN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

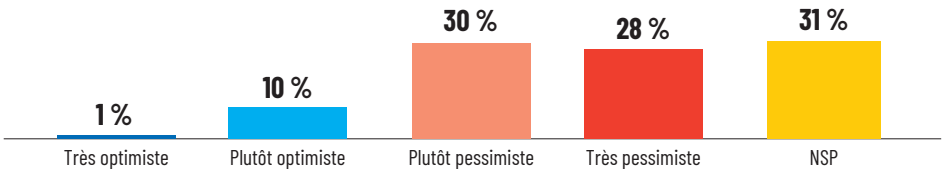
❓ Quand vous pensez aux effets de la politique économique du prochain président de la République sur votre entreprise, diriez-vous que vous êtes...



	% Total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico-social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Sous-total Optimiste	17 %	19 %	17 %	18 %	17 %	17 %	14 %	17 %	18 %	16 %	17 %	18 %
Très optimiste	2 %	3 %	2 %	2 %	2 %	2 %	1 %	2 %	2 %	1 %	1 %	3 %
Plutôt optimiste	15 %	16 %	15 %	16 %	15 %	15 %	13 %	15 %	16 %	15 %	16 %	14 %
Sous-total Pessimiste	82 %	80 %	82 %	81 %	82 %	82 %	85 %	82 %	81 %	83 %	82 %	81 %
Plutôt pessimiste	53 %	50 %	52 %	57 %	52 %	57 %	54 %	50 %	53 %	58 %	61 %	64 %
Très pessimiste	29 %	30 %	30 %	24 %	30 %	25 %	31 %	32 %	28 %	25 %	21 %	17 %

L'OPTIMISME FACE AUX EFFETS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

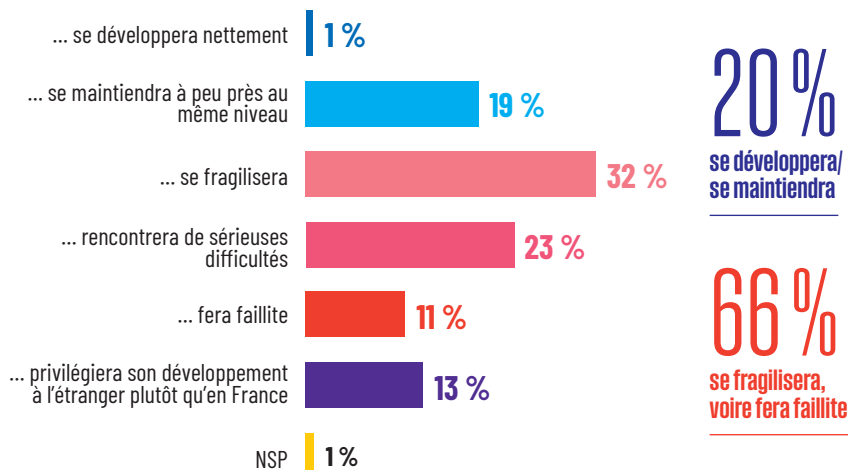
Et quand vous pensez aux effets de la politique économique de l'Union européenne sur votre entreprise dans les prochaines années, diriez-vous que vous êtes... ?



	% Total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico-social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Sous total Optimiste	11 %	9 %	10 %	18 %	10 %	11 %	13 %	11 %	11 %	12 %	14 %	19 %
Très optimiste	1 %	1 %	1 %	2 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	3 %
Plutôt optimiste	10 %	8 %	9 %	16 %	9 %	10 %	12 %	10 %	10 %	11 %	13 %	16 %
Sous total Pessimiste	58 %	61 %	59 %	54 %	58 %	59 %	53 %	59 %	60 %	57 %	53 %	52 %
Plutôt pessimiste	30 %	29 %	30 %	32 %	30 %	35 %	30 %	29 %	31 %	34 %	35 %	34 %
Très pessimiste	28 %	32 %	29 %	22 %	28 %	24 %	23 %	30 %	29 %	23 %	18 %	18 %

L'ÉVOLUTION ATTENDUE DE SON ENTREPRISE AU COURS DU PROCHAIN QUINQUENNAT SI RIEN NE CHANGE

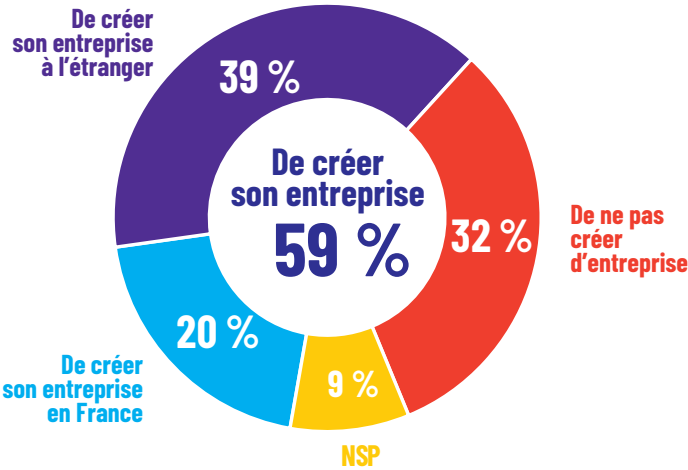
? Si rien ne change en termes de politique économique durant le prochain quinquennat, pensez-vous que votre entreprise...



	% Total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico-social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Sous total se développera / se maintiendra	20 %	19 %	16 %	25 %	19 %	32 %	24 %	21 %	20 %	21 %	21 %	23 %
... se développera nettement	1 %	1 %	1 %	2 %	1 %	4 %	1 %	1 %	1 %	2 %	2 %	3 %
... se maintiendra à peu près au même niveau	19 %	18 %	15 %	23 %	18 %	28 %	23 %	20 %	19 %	19 %	19 %	20 %
Sous total se fragilisera, voire fera faillite	66 %	68 %	70 %	62 %	66 %	54 %	61 %	65 %	67 %	67 %	68 %	61 %
... se fragilisera	32 %	31 %	32 %	33 %	32 %	32 %	33 %	30 %	32 %	36 %	39 %	37 %
... rencontrera de sérieuses difficultés	23 %	25 %	25 %	21 %	23 %	16 %	21 %	23 %	24 %	24 %	23 %	20 %
... fera faillite	11 %	12 %	13 %	8 %	11 %	6 %	7 %	12 %	11 %	7 %	6 %	4 %
...privilégiera son développement à l'étranger plutôt qu'en France	13 %	13 %	14 %	13 %	14 %	14 %	14 %	13 %	13 %	12 %	11 %	16 %

LE CONSEIL PRODIGUÉ À UN JEUNE ENTREPRENEUR DANS LA PERSPECTIVE DE 2027

? En pensant à la prochaine élection présidentielle de 2027, si vous deviez conseiller aujourd’hui un jeune entrepreneur, que lui recommanderiez-vous ?



	% Total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico-social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Sous total Créer une entreprise	59 %	55 %	57 %	70 %	58 %	73 %	59 %	58 %	58 %	65 %	67 %	73 %
De créer son entreprise en France	20 %	17 %	15 %	29 %	18 %	30 %	22 %	20 %	18 %	22 %	26 %	31 %
De créer son entreprise l'étranger	39 %	38 %	42 %	41 %	40 %	43 %	37 %	38 %	40 %	43 %	41 %	42 %
De ne pas créer d'entreprise	32 %	36 %	34 %	22 %	33 %	19 %	30 %	33 %	33 %	27 %	25 %	20 %

4. LES ATTENTES ET LES CRAINTES VIS À VIS DE LA POLITIQUE MENÉE APRÈS 2027

LES MESURES ÉCONOMIQUES REDOUTÉES LORS DU PROCHAIN MANDAT PRÉSIDENTIEL

? Quand vous pensez aux mesures économiques qui pourraient être prises par le prochain président de la République, quelles sont celles que vous redoutez pour votre entreprise... ?

Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100 %



● En premier
○ Au total

85 %
Augmentation de la fiscalité et des charges

63 %
Aggravation de la bureaucratie et contraintes administratives

	% Au total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico-social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Une augmentation de la fiscalité et des charges sur les entreprises	85 %	85 %	88 %	84 %	85 %	86 %	81 %	84 %	87 %	89 %	84 %	81 %
Une aggravation de la bureaucratie et des contraintes administratives	63 %	66 %	61 %	65 %	62 %	70 %	59 %	63 %	64 %	63 %	66 %	67 %
Une augmentation de la fiscalité sur vos revenus et votre patrimoine	62 %	63 %	60 %	60 %	59 %	73 %	65 %	62 %	63 %	61 %	56 %	56 %
Une réduction du temps de travail	18 %	23 %	21 %	18 %	15 %	22 %	9 %	9 %	24 %	35 %	30 %	27 %
Une augmentation générale des salaires	16 %	19 %	21 %	15 %	17 %	16 %	7 %	6 %	23 %	34 %	30 %	24 %



À RETENIR

LES 3 MESURES LES PLUS REDOUTÉES



1 Une augmentation de la fiscalité et des charges sur les entreprises.



2 Une aggravation de la bureaucratie et des contraintes administratives.



3 Une augmentation de la fiscalité sur les revenus et le patrimoine.

LES RÉFORMES INDISPENSABLES À L'AMÉLIORATION DURABLE DE LA SITUATION DES ENTREPRISES EN FRANCE

? Quelle réforme devra absolument être engagée par le prochain président de la République d'ici 2032 pour améliorer durablement la situation des entreprises en France ?

Question ouverte, réponses spontanées – Total supérieur à 100 %

Réforme des charges et de la fiscalité  **63 %**

Baisse des charges sociales et patronales  **43 %**

Réduction de la fiscalité des entreprises  **17 %**

Allègement fiscal global  **7 %**

Taxation des multinationales et GAFAM  **3 %**

Baisse de l'Urssaf  **3 %**

Allègement de la TVA  **2 %**

Réforme du travail et emploi  **22 %**

Réduction de l'assistanat  **7 %**

Assouplissement, flexibilité du travail  **6 %**

Revalorisation du travail et de l'effort  **6 %**

Augmentation des salaires des salariés  **5 %**

Remise au travail des demandeurs d'emploi  **3 %**

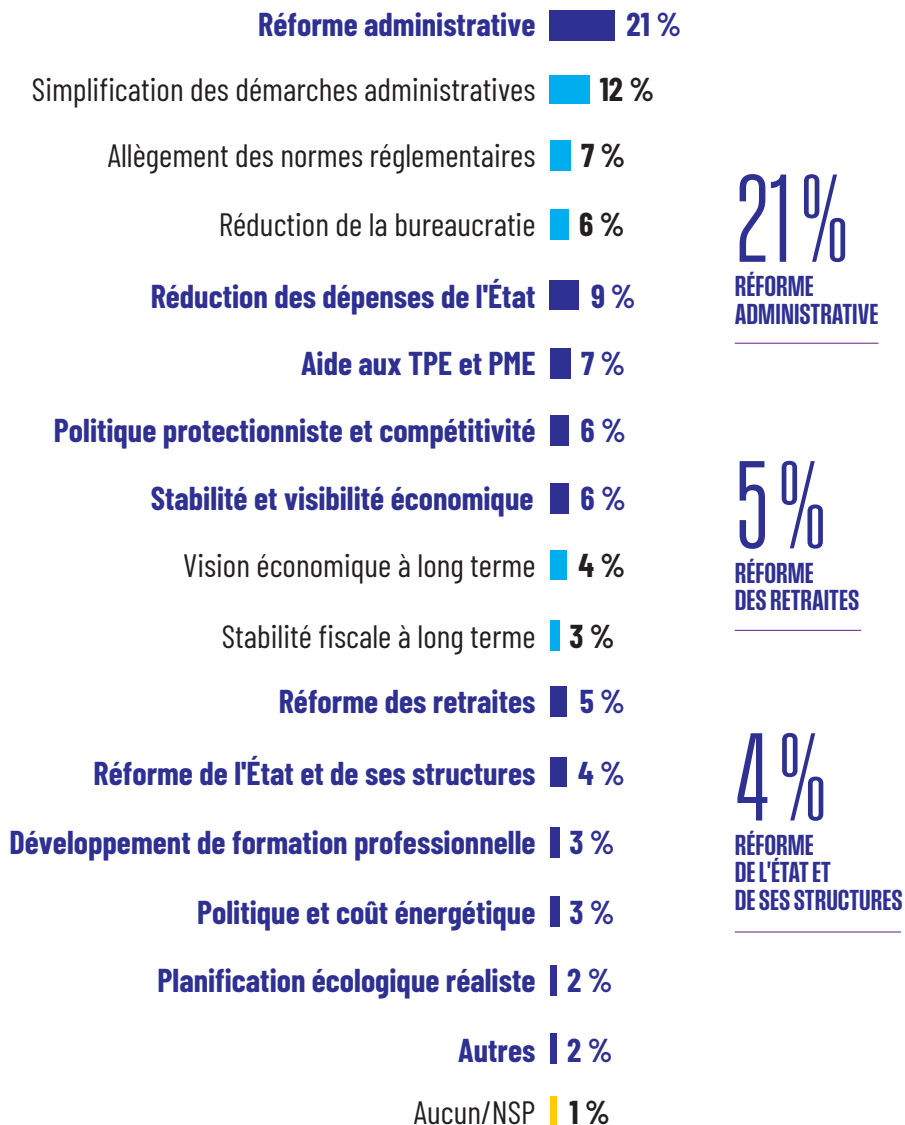
63 %
RÉFORME
DES CHARGES ET
DE LA FISCALITÉ

22 %
RÉFORME
DU TRAVAIL ET
EMPLOI

	% Total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico-social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Réforme des charges et de la fiscalité	63 %	63 %	65 %	56 %	67 %	64 %	63 %	65 %	65 %	60 %	53 %	44 %
Baisse des charges sociales et patronales	43 %	43 %	46 %	38 %	44 %	37 %	43 %	40 %	48 %	44 %	39 %	25 %
Réduction de la fiscalité des entreprises	17 %	16 %	18 %	16 %	16 %	21 %	15 %	18 %	16 %	17 %	12 %	11 %
Allègement fiscal global	7 %	6 %	8 %	6 %	9 %	13 %	7 %	8 %	7 %	6 %	7 %	8 %
Taxation des multinationales et GAFAM	3 %	3 %	2 %	3 %	4 %	2 %	5 %	4 %	2 %	1 %	1 %	4 %
Baisse de l'Urssaf	3 %	2 %	2 %	2 %	3 %	2 %	3 %	4 %	2 %	/	/	/
Allègement de la TVA	2 %	2 %	2 %	1 %	4 %	1 %	2 %	3 %	2 %	/	3 %	1 %
Réforme du travail et emploi	22 %	24 %	26 %	20 %	24 %	19 %	19 %	16 %	25 %	34 %	27 %	26 %
Réduction de l'assistanat	7 %	8 %	8 %	5 %	9 %	7 %	6 %	6 %	7 %	11 %	10 %	8 %
Assouplissement, flexibilité du travail	6 %	7 %	7 %	8 %	5 %	4 %	5 %	4 %	7 %	13 %	9 %	9 %
Revalorisation du travail et de l'effort	6 %	7 %	7 %	5 %	7 %	4 %	6 %	5 %	7 %	10 %	7 %	6 %
Augmentation des salaires des salariés	5 %	6 %	6 %	3 %	8 %	4 %	5 %	3 %	7 %	5 %	4 %	5 %
Remise au travail des demandeurs d'emploi	3 %	3 %	4 %	2 %	3 %	4 %	2 %	3 %	3 %	5 %	2 %	5 %

? Quelle réforme devra absolument être engagée par le prochain président de la République d'ici 2032 pour améliorer durablement la situation des entreprises en France ?

Question ouverte, réponses spontanées – Total supérieur à 100 %



	% Total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico-social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Réforme administrative	21 %	20 %	20 %	25 %	21 %	37 %	16 %	20 %	20 %	24 %	23 %	28 %
Simplification des démarches administratives	12 %	11 %	10 %	14 %	13 %	28 %	10 %	12 %	11 %	12 %	12 %	18 %
Allègement des normes réglementaires	7 %	7 %	6 %	8 %	7 %	10 %	4 %	6 %	7 %	11 %	6 %	7 %
Réduction de la bureaucratie	6 %	6 %	7 %	8 %	6 %	8 %	6 %	6 %	5 %	8 %	8 %	10 %
Réduction des dépenses de l'État	9 %	8 %	11 %	11 %	7 %	20 %	5 %	8 %	8 %	11 %	11 %	16 %
Aide aux TPE et PME	7 %	6 %	5 %	6 %	8 %	4 %	7 %	9 %	6 %	2 %	2 %	3 %
Politique protectionniste et compétitivité	6 %	8 %	6 %	7 %	4 %	4 %	5 %	7 %	6 %	6 %	10 %	11 %
Stabilité et visibilité économique	6 %	6 %	5 %	9 %	5 %	7 %	4 %	5 %	6 %	10 %	13 %	8 %
Vision économique à long terme	4 %	4 %	3 %	6 %	2 %	4 %	3 %	4 %	3 %	5 %	8 %	6 %
Stabilité fiscale à long terme	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	1 %	2 %	3 %	5 %	6 %	3 %
Réforme des retraites	5 %	5 %	5 %	7 %	5 %	8 %	7 %	5 %	5 %	7 %	10 %	12 %
Réforme de l'État et de ses structures	4 %	5 %	3 %	6 %	3 %	5 %	3 %	4 %	4 %	4 %	6 %	4 %
Développement de formation professionnelle	3 %	3 %	3 %	5 %	2 %	1 %	3 %	2 %	4 %	3 %	5 %	5 %
Politique et coût énergétique	3 %	4 %	3 %	2 %	3 %	1 %	2 %	3 %	4 %	2 %	1 %	1 %
Planification écologique réaliste	2 %	3 %	2 %	3 %	1 %	1 %	2 %	2 %	2 %	1 %	3 %	5 %
Autres	2 %	2 %	1 %	2 %	1 %	/	4 %	2 %	2 %	2 %	3 %	2 %
Aucun/NSP	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %	1 %	1 %	/	1 %	1 %



À RETENIR

LES 3 RÉFORMES INDISPENSABLES À ENGAGER

1 Réforme des charges et de la fiscalité

2 Réforme du travail et emploi

3 Réforme administrative



QUELQUES VERBATIMS ILLUSTRATIFS

RÉFORME DES CHARGES ET LA FISCALITÉ

Arrêter d'augmenter

les charges, et les obligations à mettre en place qui rajoutent des charges financières et nous font perdre du temps.

Diminuer absolument les charges d'entreprise pour les autpreneurs, artisans et petites sociétés.

Une **baisse des impôts de production**, un allègement du coût du travail par une refonte des charges sur salaire pour rendre le travail attractif.

La TVA devrait être réduite

pour à la fois augmenter le pouvoir d'achat et ainsi relancer la consommation.

Baisse des charges pour augmenter les salaires et améliorer le pouvoir d'achat.

Alléger les charges salariales pour un retour à l'embauche.

RÉFORME DU TRAVAIL ET EMPLOI

Diminution du coût de la main d'œuvre et flexibilité de l'emploi.

Favoriser le retour à l'emploi des personnes au chômage.

Favoriser les cumuls d'emplois, les temps partiels, les emplois mutualisés multie-employeurs.

Le droit du travail doit être simplifié, surtout pour les petites entreprises.

Les procédures doivent devenir plus rapides et plus compréhensibles.

Redonner la valeur travail et arrêter de nous faire payer des impôts pour l'assistanat.

RÉFORME ADMINISTRATIVE

“ **Instauration d'un principe de « simplification drastique »** de la bureaucratie, notamment en figeant les seuils réglementaires. ”

“ **Simplifications** administratives et envoi des fonctionnaires chargés de suivre les entreprises sur le terrain. ”

“ **Assouplissement** des démarches administratives, **plus d'autonomie/liberté** pour les entreprises, **plus de confiance** dans les entreprises. ”

“ **Moins de contraintes** en provenance de Bruxelles et moins de poids des normes sur les entreprises. ”

RÉDUCTION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT

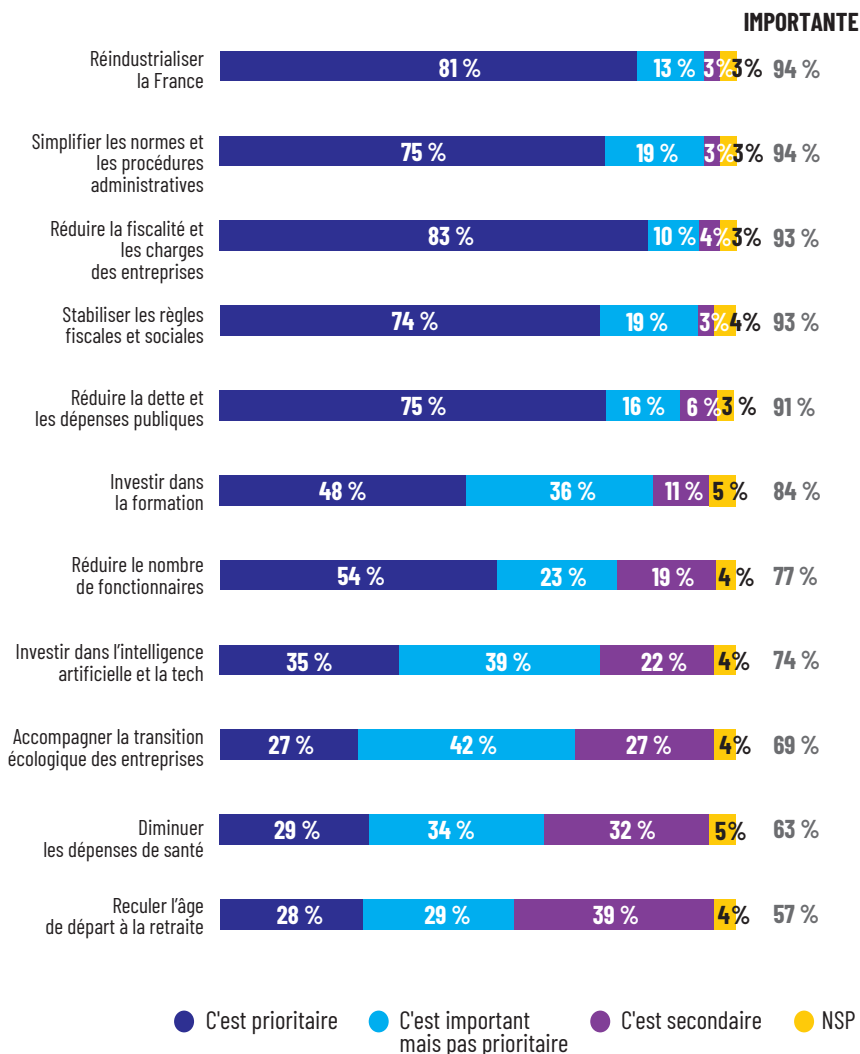
“ **Réduction** des dépenses publiques et réduire drastiquement les aides sociales notamment les **aides non contributives**. ”

“ **Réduction** des dépenses publiques **via une digitalisation plus rapide**. ”

“ **Gérer** la dépense publique **sans faire peser la dette** aux entreprises. ”

LES MESURES PRIORITAIRES ATTENDUES DU PROCHAIN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

? Pour chacune des mesures suivantes qui pourrait être prise par le prochain président de la République, diriez-vous qu'elle est prioritaire, importante ou secondaire ?



83 %
RÉDUIRE
LA FISCALITÉ ET
LES CHARGES

81 %
RÉINDUSTRIALISER
LA FRANCE

	% C'est prioritaire	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/ secteurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico- social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
Réduire la fiscalité et les charges des entreprises	83 %	84 %	86 %	78 %	84 %	81 %	80 %	83 %	85 %	84 %	78 %	72 %
Réindustrialiser la France	81 %	84 %	81 %	81 %	77 %	78 %	77 %	80 %	82 %	82 %	81 %	78 %
Simplifier les normes et les procédures administratives	75 %	76 %	76 %	73 %	74 %	80 %	72 %	75 %	76 %	74 %	81 %	82 %
Réduire la dette et les dépenses publiques	75 %	77 %	77 %	76 %	72 %	86 %	68 %	72 %	77 %	82 %	75 %	74 %
Stabiliser les règles fiscales et sociales	74 %	73 %	76 %	73 %	73 %	83 %	72 %	73 %	74 %	77 %	75 %	74 %
Réduire le nombre de fonctionnaires	54 %	59 %	58 %	54 %	50 %	64 %	44 %	49 %	58 %	63 %	58 %	55 %
Investir dans la formation	48 %	47 %	45 %	53 %	45 %	47 %	51 %	49 %	47 %	47 %	50 %	54 %
Investir dans l'intelligence artificielle et la tech	35 %	28 %	34 %	51 %	30 %	53 %	33 %	31 %	35 %	44 %	48 %	49 %
Diminuer les dépenses de santé	29 %	31 %	31 %	27 %	27 %	33 %	21 %	26 %	30 %	34 %	33 %	31 %
Reculer l'âge de départ à la retraite	28 %	26 %	29 %	33 %	24 %	44 %	26 %	23 %	28 %	41 %	42 %	43 %
Accompagner la transition écologique des entreprises	27 %	23 %	21 %	31 %	28 %	18 %	36 %	30 %	23 %	21 %	26 %	29 %



À RETENIR

LES 5 MESURES PRIORITAIRES

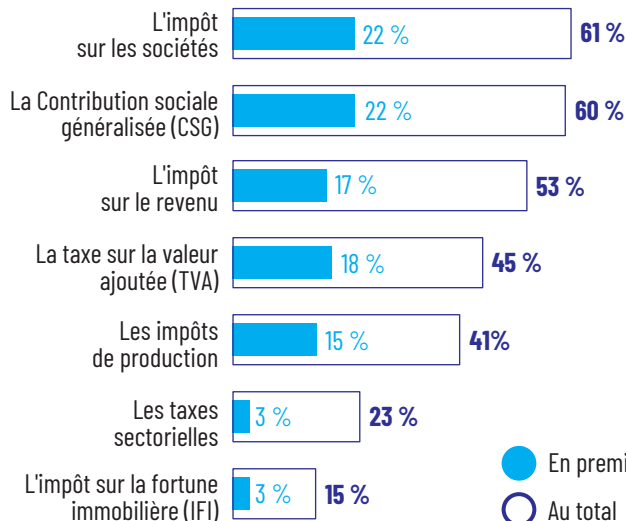
- 1 Réduire la fiscalité et les charges des entreprises**
- 2 Réindustrialiser la France**
- 3 Simplifier les normes et les procédures administratives**
- 4 Réduire la dette et les dépenses publiques**
- 5 Stabiliser les règles fiscales et sociales**

LES IMPÔTS À BAISSER EN PRIORITÉ LORS DU PROCHAIN MANDAT PRÉSIDENTIEL



Quels sont les impôts que devra baisser le prochain président de la République ?

Plusieurs réponses possibles – Total supérieur à 100 %



61 %

IMPÔT SUR
LES SOCIÉTÉS

60 %

LES CSG

● En premier
○ Au total

	% au total	SECTEUR D'ACTIVITÉ						TAILLE D'ENTREPRISE				
		Production/sec- teurs primaires et secondaires	Commerce, transport et logistique	Services B2B et numérique	Services aux particuliers	Banque, assurance, finance	Santé, médico- social	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 salariés et plus
L'impôt sur les sociétés	61 %	65 %	66 %	60 %	59 %	57 %	47 %	56 %	67 %	67 %	58 %	51 %
La Contribution sociale généralisée (CSG)	60 %	61 %	62 %	58 %	60 %	63 %	60 %	58 %	63 %	62 %	56 %	49 %
L'impôt sur le revenu	53 %	53 %	50 %	49 %	51 %	52 %	64 %	56 %	51 %	51 %	50 %	48 %
La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	45 %	43 %	47 %	36 %	54 %	28 %	42 %	52 %	42 %	30 %	30 %	27 %
Les impôts de production	41 %	46 %	42 %	48 %	34 %	58 %	26 %	34 %	43 %	56 %	62 %	62 %
Les taxes sectorielles	23 %	23 %	26 %	24 %	21 %	28 %	17 %	20 %	23 %	27 %	32 %	27 %
L'impôt sur la fortune immobilière (IFI)	15 %	16 %	15 %	15 %	14 %	17 %	11 %	12 %	16 %	20 %	20 %	17 %



TÉLÉCHARGEZ LA CONSULTATION



Mouvement des entreprises de France
55 avenue Bosquet - 75007 Paris
Tél. : 01 53 59 19 19



www.medef.com



MEDEF



@medef



MEDEF

| SEPTEMBRE 2026 |